

## Déclaration du Groupe ATS (FSU, Solidaires, SAF) – 1<sup>er</sup> octobre 2024



Le CESER se réunit en cette journée de mobilisation intersyndicale pour une augmentation des salaires, pour la défense des services publics et pour l'abrogation de la réforme des retraites. Nous dirons dans la rue cette après-midi notre refus d'une politique austéritaire de baisse des dépenses publiques sans viser à rétablir des rentrées fiscales pour l'Etat (mise à contribution des superprofits, des plus aisés, fin des aides aux entreprises sans contreparties). Il faut redonner à l'action publique les moyens de rétablir la confiance avec les plus modestes dans notre pays.

La Dotation Globale de Fonctionnement des lycées publics est un exemple pertinent de l'importance de l'action publique pour assurer l'égalité des chances dans une région aux difficultés sociales parmi les plus fortes. L'école publique doit avoir les moyens d'aider nos jeunes, dans leur diversité, à devenir des citoyens autonomes, capable de penser par eux-mêmes et de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle dans les meilleures conditions.

Les lycées publics de la région sont nombreux aujourd'hui à être en difficulté financière face à l'inflation et aux coûts énergétiques élevés. La dotation complémentaire de 5M d'euros de cet été s'avère déjà insuffisante et plusieurs gestionnaires ne savent pas comment ils vont boucler l'exercice.

Si la Région a accompagné ces 3 dernières années la crise énergétique, si beaucoup d'établissements ont été incités à épuiser leurs fonds de roulement, le mode de calcul actuel, les choix opérés par la Région sont générateurs de potentielles inégalités de traitement.

D'autant que le désengagement de l'Etat est une réalité : suppression de postes d'agents comptables, manque de personnels de gestion et d'administration, mise en place à marche forcée du nouveau logiciel Opale sans formation suffisante, tout cela complique fortement la gestion financière des lycées.

En 2025, la Région prévoit de réduire de 12,14 % la DGF initiale, alors que la baisse de l'énergie est estimée à 15,85 %. Sur les 269 EPLE, 197 verront leur dotation baisser, dont 93 de plus de 20 %. Cette situation soulève des questions sur les critères de ces réductions, notamment la persistance de fonds de roulement et la baisse éventuelle des effectifs.

Avec nos indicateurs sociaux, n'était-il pas possible de faire mieux ? De faire d'autres choix dans le budget de la Région pour faire du budget des EPLE une priorité régionale. Il faut aussi réinterroger les dépenses d'investissement pour ne plus être aussi dépendant des aléas énergétiques et mieux faire face aux changements climatiques, les besoins dans le bâti scolaire sont immenses et leur rénovation contribuerait à coup sûr à faire baisser à terme ces coûts de fonctionnement.

Il faut réinterroger les 10 millions d'euros de subventions facultatives allouées aux lycées privés dont les IPS sont loin d'être les plus mauvais. Donner plus à ceux qui ont déjà beaucoup, est-ce une bonne politique publique ?